

## Le temps des cerises

Jean-Marie Harribey

*Politis*, n° 854, 2 juin 2005

La victoire remportée contre le projet de traité constitutionnel européen revêt une triple signification. Elle sanctionne des politiques passées ouvertement mises au service des classes dominantes européennes et qui ont provoqué chômage de masse, précarité, aggravation des conditions de travail, explosion des inégalités, amenuisement de la protection sociale et abandon progressif des services publics. Le refus du quitus est simultanément celui d'un blanc-seing pour un avenir qui serait enchaîné au carcan libéral. La victoire du non signifie enfin la réinvention de la politique.

C'est ce point qui est sans doute le plus prometteur. En premier lieu, parce qu'on vient d'avoir la preuve que le capitalisme, même dans sa phase la plus dévastatrice pour tout ce qui relève du social et du collectif, ne peut pas se passer d'une régulation d'ensemble, fût-elle réduite à son aspect coercitif. Si la thèse libérale selon laquelle le marché peut être la main qui guide les sociétés était juste, le capitalisme européen n'éprouverait pas le besoin d'inscrire dans le droit les exigences de rentabilité et de compétitivité tout en sacrifiant celles de solidarité, et le capitalisme mondial ne s'acharnerait pas à se doter d'une Organisation mondiale du commerce imposant le droit du commerce libre au-dessus des droits humains.<sup>1</sup>

La haine de l'Etat qu'a bien décrite Frédéric Lordon exprime l'aversion des classes dominantes pour tout espace de respiration non marchande dans un univers de concurrence sauvage, de toute institution chargée de rendre réelle une solidarité au sein d'une collectivité. La classe bourgeoise aujourd'hui en voie de mondialisation veut se débarrasser de la face « sociale » des Etats-nations pour ne conserver que leur face de contrôle social assuré par la manipulation des symboles tout autant que par la force. En effet, l'Etat ne fut jamais entre les mains des dominants un simple outil unilatéral de subordination des classes populaires, mais fut aussi et reste le lieu des compromis sociaux provisoires. Oublier cette ambivalence, c'est tomber dans la caricature grotesque, et en tout cas bien peu dialectique, d'un pseudo radicalisme à la Toni Negri fustigeant cette « merde d'Etat-nation »<sup>2</sup>. Le non de gauche au projet libéral de constitution européenne est le fait de la majorité des couches composant le salariat. A quoi sert-il d'agonir d'injures et de condamner les institutions publiques nationales avant même de réunir les conditions d'une véritable construction politique supranationale, sinon à tenir pour acquise la disparition, annoncée régulièrement, de ce prolétariat qui n'en finit pas de s'étendre sous les coups de boutoir du capitalisme ?

Disparu le prolétariat ? A l'évidence, non, comme la réponse au référendum. Réduit à un rôle de machiniste ou de figurant dans un théâtre de circulation des capitaux et marchandises ? C'était le plan qui vient d'être déjoué. La réhabilitation de la politique, c'est-à-dire de l'intervention citoyenne et de la démocratie, est à l'ordre du jour. C'est le message essentiel que ceux qui ont refusé la camisole constitutionnelle libérale adressent à tous ceux qui, nombreux, ont pensé sincèrement agir en faveur d'une Europe sociale en votant oui, car il faudra lutter ensemble pour ne pas attendre de plan B de Bruxelles mais le bâtir nous-mêmes.

En commençant par expurger de toute constitution la moindre référence au libéralisme économique. En soumettant toutes les institutions européennes au contrôle démocratique, notamment la Banque centrale pour rendre à la monnaie son statut de bien public. En

---

<sup>1</sup> . Voir ma chronique dans *Politis* n° 847, 14 avril 2005, et celle de G. Azam dans *Politis* n° 853, 26 mai 2005, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/nlle-ecopo.html>, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/azam-europe.pdf>.

<sup>2</sup> . *Libération*, Entretien, 13 mai 2005.

supprimant le Pacte de stabilité pour redonner aux budgets publics – l'europpéen et les nationaux – leur capacité à promouvoir un véritable développement non productiviste et égalitaire. En faisant des droits sociaux les valeurs premières : un salaire minimum dans tous les pays, l'égalité entre hommes et femmes, le temps de travail progressivement réduit, la protection sociale accessible à tous. En garantissant le droit aux services publics placés hors d'atteinte du marché : l'éducation la santé, mais aussi le logement, l'eau et bientôt l'air et les connaissances.

Le projet de constitution libérale était un étouffoir du politique pour laisser libre cours à la toute puissance du marché. La prééminence de celui-ci n'était pas un « méandre » pour contourner un obstacle et mieux atteindre le but d'une Europe politique, comme l'a dit Edgar Morin<sup>3</sup>, mais était l'obstacle lui-même. Contre ceux qui jugeaient inutile de donner à lire un texte complexe, contre ceux qui conseillaient de ne pas lire la troisième partie, contre ceux qui regrettaient la procédure référendaire, le peuple a répondu en refusant ce que La Boétie avait appelé la « servitude volontaire ». Pour une renaissance, pour refaire le temps des cerises.

---

<sup>3</sup> . «A quand une Europe visionnaire ? », *Le Monde*, 11 mai 2005.